

Tunis le 12/02/2014

Communiqué de presse

La Tunisie ne tient pas ses promesses.

Le soir du dimanche **9 février 2014**, 20 réfugiés de Choucha ont été arrêtés devant la délégation de l'Union Européenne à Tunis.

Ces réfugiés étaient mobilisés en sit-in depuis une semaine pour demander une solution par rapport à leur cas. En effet, ils survivent dans le camp de Choucha depuis **2011**, ce camp étant officiellement fermé depuis **juin 2013**.

Suite à leur arrestation, les réfugiés ont été emmenés au centre de rétention de Wardiya, qui est réservé aux étrangers en situation irrégulière. Malgré le fait que le gouvernement tunisien avait promis, dans un communiqué de presse publié en **juillet 2014**, que tous les réfugiés de Choucha auraient droit à des cartes de séjour tunisiennes.

Ces cartes de séjour n'ont jamais été octroyées, de plus le gouvernement enferme maintenant ceux qui devaient en être les bénéficiaires.

Face à cette situation, **l'association Article 13** exige :

- La libération de 20 réfugiés qui ont été arrêtés.
- La remise de cartes de séjour pour tous les réfugiés de Choucha (pour ceux qui ont eu le statut de réfugiés de la part du l'UNHCR et ceux qui ne l'ont pas eu aussi) dès que possible comme a promis le gouvernement tunisien en **Juillet 2013**.
- Une loi nationale qui protège les réfugiés et régularise leur situation le plus tôt possible.

